



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 5335

Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004

Date de dépôt : 04-05-2004

Date de l'avis du Conseil d'État : 11-05-2004

Auteur(s) : Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
04-05-2004	Déposé	5335/00	<u>3</u>
11-05-2004	Avis du Conseil d'Etat (11.5.2004)	5335/01	<u>8</u>
14-05-2004	Rapport de commission(s) : Commission des Finances et du Budget Rapporteur(s) :	5335/02	<u>11</u>
08-06-2004	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (08-06-2004) Evacué par dispense du second vote (08-06-2004)	5335/03	<u>14</u>
31-12-2004	Publié au Mémorial A n°84 en page 1183	5286,5335	<u>17</u>

5335/00

N° 5335

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 19 décembre 2003
concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat
pour l'exercice 2004

* * *

*(Dépôt: le 4.5.2004)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (3.5.2004)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs.....	2

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur est autorisée à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004.

Palais de Luxembourg, le 3 mai 2004

*Le Ministre des Affaires Etrangères
et du Commerce Extérieur,*

Lydie POLFER

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.— Le point 4 de l'article 17 de la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004 est modifié comme suit:

Outre les personnes visées aux points (1) et (2), sont également autorisés pour 2004, en cas de nécessité de service dûment motivée, les engagements temporaires suivants de ressortissants d'un pays membre de l'Union européenne, effectués à charge de l'article 01.9.11.300 en vue de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne:

employés de la carrière supérieure: 20

employés des autres carrières: 40

Pour ces derniers, le recrutement de personnes de nationalité autre que celle d'un pays membre de l'Union européenne est autorisé lorsqu'il s'agit de personnel recruté localement dans un pays non membre de l'Union européenne.

*

EXPOSE DES MOTIFS

La présente loi est destinée à effectuer une modification ponctuelle, sans incidence budgétaire, de la loi sur le budget de l'Etat 2004.

Il est référé à cet égard en particulier à l'article 17 de la loi du 19 décembre 2003 sur les recettes et les dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004 autorisant l'engagement de non nationaux ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, voire même de pays non communautaires. La modification dont il s'agit concerne la seule préparation et mise en œuvre de la Présidence du Conseil des Ministres de l'Union européenne pendant l'année de préprésidence et l'article budgétaire auquel sont imputés les frais de personnel supplémentaire temporaire, à savoir l'article 01.9.11.300, inscrit aux crédits du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur.

La loi du 19 décembre 2003 prévoit, sous le point (4) de l'article 17, que l'Etat est autorisé à recruter 10 employés non nationaux de la carrière supérieure (S) et 19 autres employés non nationaux. Or, depuis l'introduction de cette disposition dans le corps du texte, le recensement de besoins en recrutements temporaires de non nationaux au titre de la Présidence s'est progressivement précisé, menant au constat que ces besoins avaient été sous-estimés dans les premières phases de la planification effectuée tout au long de l'année 2003 et jusqu'au printemps de 2004.

La perception réelle des besoins en non nationaux temporaires s'est affinée au fur et à mesure que le Ministère des Affaires Etrangères, ses missions diplomatiques à l'étranger et les autres Départements ministériels concernés par la Présidence ont pu clairement identifier leurs besoins.

Le constat de sous-estimation vaut essentiellement pour les secrétaires recruté(e)s localement (+ 14-15) et dans une moindre mesure pour les employés de la carrière S (+ 3-5). S'agissant de ces besoins en secrétariat et à défaut de pouvoir procéder à des recrutements locaux supplémentaires, au-delà des 19 unités actuellement autorisées par la loi budgétaire, le Gouvernement serait amené à embaucher des secrétaires de nationalité luxembourgeoise et à les détacher à l'étranger, auprès des missions concernées, à un coût bien plus élevé à charge du Trésor.

Etant donné qu'une loi ne peut être amendée que par le biais d'une autre loi, Madame le Ministre des Affaires Etrangères entend dès lors soumettre à la Chambre des Députés un projet de loi amendant les chiffres susvisés.

Au vu des aléas liés à la préparation d'un exercice de Présidence d'une envergure sans pareil, défiant toute comparaison avec des exercices présidentiels antérieurs, et afin de mettre le Gouvernement en mesure de procéder aux recrutements requis tout en lui donnant une souplesse appropriée ainsi qu'une marge de sécurité le mettant à l'abri d'une seconde insuffisance, il est proposé de porter les contingents autorisés à 20 pour ce qui concerne les *employés de la carrière supérieure* (S) et à 40 pour ce qui est *employés des autres carrières*.

Le provisionnement de ces renforts ayant été budgétisé dans la loi budgétaire pour l'exercice 2004 sur la base des effectifs totaux, de 192 unités, que le Gouvernement a accordés en juillet 2003, il s'agit en l'occurrence d'une modification exclusivement formelle.

L'avis de la Chambre des Fonctionnaires a été demandé.

Etant donné les implications au-delà de l'exercice 2004, les mêmes proportions seront introduites dans la loi budgétaire pour l'exercice 2005.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5335/01

N° 5335¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 19 décembre 2003
concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat
pour l'exercice 2004

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(11.5.2004)

Par dépêche du 3 mai 2004, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004. Le texte du projet de loi, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, était accompagné d'un exposé des motifs.

Compte tenu du fait que le Gouvernement insiste sur l'évacuation du projet avant la fin de législature en cours, le Conseil d'Etat n'est pas en mesure d'attendre l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics demandé.

L'article unique a pour objet d'adapter aux besoins constatés le nombre des ressortissants non luxembourgeois à recruter en vue de la présidence du Conseil de l'Union européenne en 2005.

Quant au fond, l'intervention urgente du législateur sollicitée par le présent projet se serait avérée superflue, si le Gouvernement n'avait pas ignoré les observations relatives au projet de loi budgétaire pour 2004 (*doc. parl. No 5200*) du Conseil d'Etat, qui avait écrit à propos de la problématique faisant l'objet du projet sous revue:

„Si la procédure d'une inscription dans la loi budgétaire peut se justifier pour des emplois occupés à titre permanent, elle est impraticable lorsqu'il s'agit de pourvoir à des vacances temporaires. Aussi y aurait-il lieu de prévoir à cet effet une dérogation générale pour les personnes bénéficiant d'un contrat à durée déterminée, de sorte que l'article 15¹ serait à compléter par un paragraphe 4 libellé comme suit:

„(4) Est encore autorisé, dans les conditions et suivant les modalités prévues au présent article, l'engagement de personnel de nationalité étrangère dans le cadre d'un contrat à durée déterminée ne pouvant dépasser deux années.“ “

Sans vouloir insister sur les questions de fond, le Conseil d'Etat tient néanmoins à ce que des règles légistiques minimales soient observées.

Ainsi, il y a lieu de supprimer le préambule (sanction et fondement procédural), qui n'est pas à soumettre au législateur.

Le texte du dispositif n'est pas à mettre entre guillemets, qui ouvriront le texte à modifier qui sera précédé par ailleurs d'un rappel du point (4) à modifier de sorte que l'on écrira:

¹ devenu l'article 17 de la loi du 19 décembre 2003

„**Article unique.**– L’article 17, point (4) de la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l’Etat pour l’exercice 2004 est modifié comme suit:

„(4) Outre ... (*suit le texte proposé*)“ “

Ainsi délibéré en séance plénière, le 11 mai 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

5335/02

N° 5335²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 19 décembre 2003
concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat
pour l'exercice 2004

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES
ET DU BUDGET**

(14.5.2004)

La Commission se compose de: M. Lucien WEILER, Président; M. Norbert HAUPERT, Rapporteur; MM. François BAUSCH, Alex BODRY, Emile CALMES, Lucien CLEMENT, Gast GIBERYEN, Gusty GRAAS, Jeannot KRECKE, Jean-Paul RIPPINGER, Serge URBANY et Claude WISELER, Membres.

*

Le point 4 de l'article 17 de la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004 détermine le recrutement d'employés de nationalité étrangère auprès des administrations de l'Etat et prévoit l'engagement de 10 employés de la carrière supérieure, ainsi que de 19 autres employés en cas de nécessité de service dûment motivée, en vue de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne.

L'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique constate que „*depuis l'introduction de cette disposition dans le corps du texte, le recensement de besoins en recrutements temporaires de non-nationaux au titre de la Présidence s'est progressivement précisé, menant au constat que ces besoins avaient été sous-estimés dans les premières phases de la planification effectuée tout au long de l'année 2003 et jusqu'au printemps de 2004*“.

Cette sous-estimation se manifeste essentiellement au niveau des secrétaires (de 19 à 40 employés) et dans une moindre mesure pour les employés de la carrière supérieure (de 10 à 20 employés). Comme il s'agit surtout de besoins au niveau du secrétariat, il est dans l'intérêt du bon fonctionnement de la présidence de pouvoir recruter les effectifs supplémentaires nécessaires plutôt au niveau local à l'étranger que de les embaucher à Luxembourg et de les détacher à l'étranger. Par ailleurs, la solution proposée revient de loin moins chère pour le budget de l'Etat. L'article actuel ne prévoit le recrutement sur place que pour la catégorie des „autres employés“.

Le Conseil d'Etat note que ce projet de loi serait superflu, si ses observations relatives au projet de loi budgétaire 2004 avaient été suivies. En effet, dans son avis au projet de budget, la Haute Corporation estimait à l'époque:

„Si la procédure d'une inscription dans la loi budgétaire peut se justifier pour des emplois occupés à titre permanent, elle est impraticable lorsqu'il s'agit de pourvoir à des vacances temporaires. Aussi y aurait-il lieu de prévoir à cet effet une dérogation générale pour les personnes bénéficiant d'un contrat à durée déterminée, de sorte que l'article 15¹ serait à compléter par un paragraphe 4 libellé comme suit:

1 devenu l'article 17 de la loi du 19 décembre 2003

„(4) Est encore autorisé, dans les conditions et suivant les modalités prévues au présent article, l'engagement de personnel de nationalité étrangère dans le cadre d'un contrat à durée déterminée ne pouvant dépasser deux années.“ “

Par ailleurs, le Conseil d'Etat rappelle le respect de certaines règles légistiques minimales auxquelles la Commission se rallie.

*

Le présent projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés le 4 mai 2004 par Madame le Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce extérieur. Suite à l'avis favorable du Conseil d'Etat du 11 mai 2004, la Commission des Finances et du Budget a analysé l'avis du Conseil d'Etat au cours de sa réunion du 14 mai 2004. Lors de cette même réunion, elle a désigné M. Norbert Hauptert comme rapporteur et adopté le présent projet de rapport.

*

Compte tenu de ce qui précède, la Commission recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la teneur qui suit:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004

Article unique.– L'article 17, point 4 de la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004 est modifié comme suit:

„(4) Outre les personnes visées aux points (1) et (2), sont également autorisés pour 2004, en cas de nécessité de service dûment motivée, les engagements temporaires suivants de ressortissants d'un pays membre de l'Union européenne, effectués à charge de l'article 01.9.11.300 en vue de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne:

employés de la carrière supérieure: 20

employés des autres carrières: 40.

Pour ces derniers, le recrutement de personnes de nationalité autre que celle d'un pays membre de l'Union européenne est autorisé lorsqu'il s'agit de personnel recruté localement dans un pays non membre de l'Union européenne.“

Luxembourg, le 14 mai 2004

Le Rapporteur,
Norbert HAUPERT

Le Président,
Lucien WEILER

5335/03

N° 5335³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 19 décembre 2003
concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat
pour l'exercice 2004**

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(8.6.2004)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 24 mai 2004 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 19 décembre 2003
concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat
pour l'exercice 2004**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 19 mai 2004 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 11 mai 2004;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 8 juin 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

Service Central des Imprimés de l'Etat

5286,5335

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 84

8 juin 2004

Sommaire

Loi du 27 mai 2004 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ankara, le 9 juin 2003	page 1172
Loi du 8 juin 2004 modifiant la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004	1183
Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, révisée à Paris, le 24 juillet 1971 et modifiée le 28 septembre 1979 – Adhésion des Emirats arabes unis	1184
Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 18 décembre 1979 – Adhésion du Swaziland	1184
Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, signée à New York, le 9 décembre 1999 – Ratification et entrée en vigueur à l'égard du Luxembourg – Liste des Etats liés	1184

Loi du 27 mai 2004 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ankara, le 9 juin 2003.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 4 mai 2004 et celle du Conseil d'Etat du 11 mai 2004 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique.— Sont approuvés la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole y relatif, signés à Ankara, le 9 juin 2003.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Affaires Etrangères
et du Commerce Extérieur,
Lydie Polfer*

*Le Ministre des Finances,
Jean-Claude Juncker*

Palais de Luxembourg, le 27 mai 2004.
Henri

Doc. parl. 5286; sess. ord. 2003-2004

AGREEMENT

**between the Grand Duchy of Luxembourg and the
Republic of Turkey for the avoidance of double taxation
and the prevention of fiscal evasion with respect to
taxes on income and on capital**

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg

and

the Government of the Republic of Turkey

Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, have agreed as follows:

Article 1

Personal scope

This Agreement shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

Article 2

Taxes covered

1. This Agreement shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its political subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Agreement shall apply are in particular:

- a) in the case of Luxembourg:
 - (i) the income tax on individuals (l'impôt sur le revenu des personnes physiques);
 - (ii) the corporation tax (l'impôt sur le revenu des collectivités);
 - (iii) the capital tax (l'impôt sur la fortune); and
 - (iv) the communal trade tax (l'impôt commercial communal);

(hereinafter referred to as „Luxembourg tax“);

b) in the case of Turkey:

(i) the income tax (Gelir Vergisi);

(ii) the corporation tax (Kurumlar Vergisi); and the levy imposed on the income tax and the corporation tax;

(hereinafter referred to as „Turkish tax“).

4. The Agreement shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Agreement in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of significant changes which have been made in their respective taxation laws.

Article 3

General definitions

1. For the purposes of this Agreement, unless the context otherwise requires:

a) the term „Luxembourg“ means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;

b) the term „Turkey“ means the Turkish territory, territorial sea, as well as the maritime areas over which it has jurisdiction or sovereign rights for the purpose of exploring, exploiting, conserving and managing natural resources, pursuant to international law;

c) the terms „a Contracting State“ and „the other Contracting State“ mean Turkey or Luxembourg as the context requires;

d) the term „tax“ means any tax covered by Article 2 of this Agreement;

e) the term „person“ includes an individual, a company and any other body of persons;

f) the term „company“ means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;

g) the term „registered office“ means the legal head office registered under the relevant laws of both Contracting States;

h) the term „national“ means:

(i) any individual possessing the nationality of a Contracting State;

(ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in a Contracting State;

i) the terms „enterprise of a Contracting State“ and „enterprise of the other Contracting State“ mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

j) the term „competent authority“ means:

(i) in Luxembourg, the Minister of Finance or his authorized representative; and

(ii) in Turkey, the Minister of Finance or his authorized representative;

k) the term „international traffic“ means any transport by a ship, an aircraft or road vehicle, operated by a Turkish or a Luxembourg enterprise, except when the ship, aircraft or road vehicle is operated solely between places situated in the territory of Turkey or of Luxembourg.

2. As regards the application of the Agreement at any time by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that State for the purpose of the taxes to which the Agreement applies, any meaning under the applicable tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.

Article 4

Resident

1. For the purposes of this Agreement, the term „resident of a Contracting State“ means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, legal head office (registered office), place of management or any other criterion of a similar nature. But this term does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

a) he shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident only of the Contracting State in which he has an habitual abode;

- c) if he has an habitual abode in both Contracting States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the State of which he is a national;
- d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident only of the Contracting State in which its place of effective management is situated. However, where the place of effective management of such person cannot be determined, the competent authorities of the Contracting States shall determine by mutual agreement the State of which the person shall be deemed to be a resident for the purposes of this Agreement.

Article 5

Permanent establishment

1. For the purposes of this Agreement, the term „permanent establishment“ means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.
2. The term „permanent establishment“ includes especially:
 - a) a place of management;
 - b) a branch;
 - c) an office;
 - d) a factory;
 - e) a workshop, and
 - f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.
3. A building site, a construction, assembly or installation project constitutes a permanent establishment only if it lasts more than six months.
4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term „permanent establishment“ shall be deemed not to include:
 - a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
 - b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
 - c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
 - d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
 - e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
 - f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.
5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person – other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies – is acting in a Contracting State on behalf of an enterprise of the other Contracting State, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in the first-mentioned Contracting State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, if such person:
 - a) has and habitually exercises in that State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph; or
 - b) has no such authority, but habitually maintains in the first-mentioned State a stock of goods or merchandise from which he regularly delivers goods or merchandise on behalf of the enterprise.
The provisions of the foregoing sentence shall not apply, unless it is proved that in order to avoid taxation in the first-mentioned State, such person undertakes not only the regular delivery of the goods or merchandise, but also undertakes virtually all the activities connected with the sale of the goods or merchandise except for the actual conclusion of the sales contract itself.
6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.
7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

*Article 6***Income from immovable property**

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. The term „immovable property“ shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, fishing places of every kind, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.
3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting or use in any other form of immovable property.
4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

*Article 7***Business profits**

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.
2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.
3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere. No deductions shall be allowed for sums which are paid (other than the reimbursement of expenses actually incurred) by the permanent establishment to the head office or any other permanent establishment of the enterprise situated abroad as royalties, fees or other similar payments in respect of the use of licences, patents or other rights, as commission for services rendered or for management, or, except in the case of a banking enterprise, as interest on sums lent to the permanent establishment.
4. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.
5. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Agreement, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

*Article 8***Shipping, air and land transport**

1. Profits derived by an enterprise of a Contracting State from the operation of ships, aircraft or road vehicles in international traffic shall be taxable only in that State.
2. For the purposes of this Article, profits derived by an enterprise of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall include inter alia profits derived from the use or rental of containers, if such profits are incidental to the profits to which the provisions of paragraph 1 apply.
3. The provisions of paragraph 1 of this Article shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

*Article 9***Associated enterprises**

1. Where
 - a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or
 - b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,
 and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State – and taxes accordingly – profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are by the first-mentioned State claimed to be profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits, where that other State considers the adjustment justified. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Agreement and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

Article 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed:

- a) In the case of Turkey:
 - i) 10 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds directly at least 25 per cent of the capital of the company paying the dividends;
 - ii) 20 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.
- b) in the case of Luxembourg:
 - i) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds directly at least 25 per cent of the capital of the company paying the dividends;
 - ii) 20 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term „dividends“ as used in this Article means income from shares, „jouissance“ shares or „jouissance“ rights, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. Profits of a company which is a resident of Luxembourg carrying on business in Turkey through a permanent establishment therein may, after having been taxed under Article 7, be the remaining amount in Turkey and the tax so charged not exceed 10 per cent of the remaining amount.

5. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or, in the case of a resident of Turkey, performs in Luxembourg independent personal services from a fixed base situated in Luxembourg, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

6. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State. Notwithstanding the provisions of this paragraph, Turkey may impose tax according to paragraph 4 of this Article.

Article 11

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the interest is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed:

- a) 10 per cent of the gross amount of the interest if it is paid on a loan made for a period of more than two years;
- b) 15 per cent of the gross amount of the interest in all other cases.

3. The term „interest“ as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, as well as other income assimilated to income from money lent by the taxation law on the State in which the income arises.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or, in the case of a resident of Turkey, performs in Luxembourg independent personal services from a fixed base situated in Luxembourg, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

7. Where a resident of one of the States sells industrial, commercial or scientific goods, equipment or merchandise to a resident of the other State, and the payments for such sales are made in a specified period after the delivery of such goods, equipment or merchandise, then not any part of such payments shall be regarded as interest for the purpose of this Article. In such case, the provisions of Articles 5 and 7 shall apply.

Article 12

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the royalties is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.

3. The term „royalties“ as used in this Article means payments of any kind including lump-sum payments received as a consideration for the use of, or the right to use, the sale of, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films and recordings for radio and television, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or, in the case of a resident of Turkey, performs in Luxembourg independent personal services from a fixed base situated in Luxembourg, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the right or property giving use to the royalties is effectively connected, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 13

Capital Gains

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.

3. Gains derived by an enterprise of a Contracting State from the alienation of ships or aircraft or road vehicles operated in international traffic, or movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft or road vehicles, shall be taxable only in that State.

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident. However, the capital gains mentioned in the foregoing sentence and derived from the other Contracting State, may be taxed in the other Contracting State if the time period does not exceed one year between acquisition and alienation.

Article 14

Independent personal services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State. However, such income may also be taxed in the other Contracting State if such services or activities are performed in that other State and if:

- a) he has a fixed base regularly available to him in that other State for the purpose of performing those services or activities; or
- b) he is present in that other State for the purpose of performing those services or activities for a period or periods amounting in the aggregate to 183 days or more in any continuous period of 12 months.

In such circumstances, only so much of the income as is attributable to that fixed base or is derived from the services or activities performed during his presence in that other State, as the case may be, may be taxed in that other State.

2. Income derived by an enterprise of a Contracting State in respect of professional services or other activities of a similar character shall be taxable only in that State. However, such income may also be taxed in the other Contracting State if such services or activities are performed in that other State and if:

- a) the enterprise has a permanent establishment in that other State through which the services or activities are performed; or
- b) the period or periods during which the services are performed exceed in the aggregate 183 days in any continuous period of 12 months.

In such circumstances, only so much of the income as is attributable to that permanent establishment or to the services or activities performed in that other State, as the case may be, may be taxed in that other State. In either case, the enterprise may elect to be taxed in that other State in respect of such income in accordance with the provisions of Article 7 of this Agreement as if the income were attributable to a permanent establishment of the enterprise situated in that other State. This election shall not affect the right of that other State to impose a withholding tax on such income.

3. The term „professional services“ includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants, and other activities requiring specific professional skill.

Article 15

Dependent personal services

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18, 19 and 20, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

- a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and
- b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and
- c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship, aircraft or road vehicle operated in international traffic by an enterprise of a Contracting State may be taxed in that State.

*Article 16***Directors' fees**

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

*Article 17***Artistes and sportsmen**

1. Notwithstanding the provisions of Articles 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsman, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsman in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsman himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsman are exercised.

3. Income derived by an entertainer or a sportsman from activities exercised in a Contracting State shall be exempt from tax in that State, if the visit to that State is supported wholly or mainly by public funds of the other Contracting State a political subdivision or a local authority thereof.

*Article 18***Pensions**

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 19, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions, annuities and other payments made under the social security legislation of a Contracting State shall be taxable only in that State.

*Article 19***Government service**

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.
- b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:
 - (i) is a national of that State; or
 - (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.
2. a) Any pension paid by, or out of funds created by, a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.
- b) However, such pension shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of, and a national of, that State.
3. The provisions of Articles 15, 16, and 18 shall apply to salaries, wages and other similar remuneration, and to pensions in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof.

*Article 20***Teachers and students**

1. Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

2. Likewise, remuneration received by a teacher or by an instructor who visits a Contracting State and who is or was immediately before such visit a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State for the primary purpose of teaching or engaging in scientific research for a period or periods not exceeding two years shall be exempt from tax in that State on his remuneration from personal services for teaching or research, provided that such payments arise from sources outside that State.

3. Remuneration which a student or a trainee who is or formerly was a resident of a Contracting State derives from an employment which he exercises in the other Contracting State for a period or periods not exceeding 183 days

in a calendar year, in order to obtain practical experience related to his education or formation shall not be taxed in that other State.

Article 21

Other income

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Agreement shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

Article 22

Capital

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other State.

3. Capital represented by ships or aircraft or road vehicles operated in international traffic by an enterprise of a Contracting State and by movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft or road vehicles shall be taxable only in that State.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

Article 23

Elimination of double taxation

1. In the case of Turkey, double taxation shall be avoided as follows:

Where a resident of Turkey derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in Luxembourg, Turkey shall, subject to the provisions of Turkish taxation laws regarding credit for foreign taxes which shall not affect the general principle hereof, allow as a deduction from the tax on income or on capital of that resident, an amount equal to the tax on income or on capital paid in Luxembourg.

Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax computed in Turkey before the deduction is given, which is appropriate to the income or capital which may be taxed in Luxembourg.

2. Subject to the provisions of the law of Luxembourg regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:

- a) Where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in Turkey, Luxembourg shall, subject to the provisions of subparagraph b), exempt such income or capital from tax.
- b) Where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 10, 11, 12 and 17 may be taxed in Turkey, Luxembourg shall allow as a deduction from the income tax on individuals (corporation tax) of that resident an amount equal to the tax paid in Turkey. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from Turkey.
- c) Where a company which is a resident of Luxembourg derives dividends from a company which is a resident of Turkey, Luxembourg shall exempt such dividends from tax, provided that the company which derives the dividends holds directly at least 25 per cent of the capital of the company paying the dividends. The above-mentioned shares in the Turkish company are under the same conditions, exempt from the Luxembourg capital tax.

3. Where in accordance with any provision of the Agreement income derived or capital owned by a resident of a Contracting State is exempt from tax in that State, such State may nevertheless, in calculating the amount of tax on the remaining income or capital of such resident, take into account the exempted income or capital.

Article 24

Non-discrimination

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements

to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. Subject to the provisions of paragraph 4 of Article 10, the taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities.

3. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

4. These provisions shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

5. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 6 of Article 11, or paragraph 6 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

6. The provisions of this Article shall apply to taxes covered by this Agreement.

Article 25

Mutual agreement procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 24, to that of the Contracting State of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Agreement.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Agreement.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Agreement. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Agreement.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly, including through a joint commission consisting of themselves or their representatives, for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

Article 26

Exchange of information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Agreement or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Agreement insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Agreement. The exchange of information is not restricted by Article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes covered by the Agreement. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

*Article 27***Assistance in collection**

1. The Contracting States undertake to lend assistance and support to each other in the collection of the taxes to which this Agreement relates, together with the interest, costs, and additions to the taxes and fines not being of a penal character.
2. Such application must be accompanied by such documents as are required by the laws of the State making the application to establish that the taxes being collected are due.
3. At the request of the competent authority of a Contracting State, the competent authority of the other Contracting State will ensure, according to the provisions of laws and regulations applied to collection of the above-mentioned taxes in the last State, collection of fiscal claims covered by the first paragraph, which are recoverable in the first State. These claims shall not enjoy any privilege in the requested State and the latter is not obliged to apply means of execution which are not authorized by the provisions of laws and regulations of the requested State.
4. The provisions of Article 26, paragraph 1, shall apply equally to all information brought, for the application of the preceding paragraphs of the present Article, to the knowledge of the competent authority of the requested State.

*Article 28***Members of diplomatic missions and consular posts**

Nothing in this Agreement shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

*Article 29***Exclusion of certain companies**

This Agreement shall not apply to holding companies (sociétés holdings) within the meaning of special Luxembourg laws, currently the Act (loi) of 31 July 1929 and the Decree (arrêté grand-ducal) of 17 December 1938. Neither shall it apply to income derived from such companies by a resident of Turkey nor to shares or other rights in such companies owned by such a person.

*Article 30***Entry into force**

1. Each Contracting State shall notify to the other completion of the procedures required by its law for the bringing into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force on the date of the later of these notifications.
2. The provisions of this Agreement shall have effect:
 - a) with regard to taxes withheld at source, in respect of amounts paid or credited on or after the first day of January next following the date upon which this Agreement enters into force; and
 - b) with regard to other taxes, in respect of taxable years beginning on or after the first day of January next following the date upon which this Agreement enters into force.

*Article 31***Termination**

1. This Agreement shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either Contracting State may terminate the Agreement, through diplomatic channels, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of five years from the date of entry into force of the Agreement.
2. In such event, the Agreement shall cease to have effect:
 - a) with regard to taxes withheld at source, in respect of amounts paid or credited after the end of calendar year in which such notice is given; and
 - b) with regard to other taxes, in respect of taxable years beginning after the end of calendar year in which such notice is given.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned plenipotentiaries have signed the present Agreement.

DONE in duplicate at Ankara this 9th day of June 2003, in the English language.

*For the Government of the
Grand Duchy of Luxembourg,*

*For the Government of the
Republic of Turkey,*

(suivent les signatures)

*

PROTOCOL

At the moment of signing the Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, this day concluded between the Republic of Turkey and the Grand Duchy of Luxembourg, the undersigned have agreed that the following provisions shall form an integral part of the Agreement.

I. ad Article 2

In respect of Article 2 of the Agreement, if subsequently to the signature of the Agreement Turkey introduces a tax equivalent to the Luxembourg capital tax, the Agreement will automatically apply to that tax, unless the competent authorities of the Contracting States otherwise decide.

II. ad Articles 12 and 13

In respect of Articles 12 and 13 of the Agreement, it is understood that in the case of any payment received as a consideration for „the sale“ as meant in paragraph 3 of Article 12, the provisions of Article 12 shall apply, unless it is proved that the payment in question is a payment for a genuine alienation of the said property. In such case the provisions of Article 13 shall apply.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned plenipotentiaries have signed the present Protocol.

DONE in duplicate at Ankara this 9th day of June 2003, in the English language.

*For the Government of the
Grand Duchy of Luxembourg,*

*For the Government of the
Republic of Turkey,*

(suivent les signatures)

Loi du 8 juin 2004 modifiant la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 19 mai 2004 et celle du Conseil d'Etat du 8 juin 2004 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. L'article 17, point 4 de la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004 est modifié comme suit:

«(4) Outre les personnes visées aux points (1) et (2), sont également autorisés pour 2004, en cas de nécessité de service dûment motivée, les engagements temporaires suivants de ressortissants d'un pays membre de l'Union européenne, effectués à charge de l'article 01.9.11.300 en vue de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne:

employés de la carrière supérieure: 20

employés des autres carrières: 40.

Pour ces derniers, le recrutement de personnes de nationalité autre que celle d'un pays membre de l'Union européenne est autorisé lorsqu'il s'agit de personnel recruté localement dans un pays non membre de l'Union européenne.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Affaires Etrangères
et du Commerce Extérieur,
Le Ministre de la Fonction Publique
et de la Réforme Administrative,
Lydie Polfer*

Palais de Luxembourg, le 8 juin 2004.
Henri

*Le Ministre du Trésor et du Budget,
Luc Frieden*

Doc. parl. 5335; sess. ord. 2003-2004